Le libre-échange

États-Unis conduisant un cheval de trait autour de la cage pour indiquer qui a perdu et qui a gagné dans ce marché. Ils ont aussi offert le petit lapin blanc en cage au ministre provincial de l'Agriculture pour illustrer tout ce qui a été perdu dans l'accord.

Les producteurs agricoles craignent beaucoup que le mécanisme de règlement des différends ne modifie les règles d'accès au marché américain. Par exemple, le droit compensateur sur les porcs qui s'élève aujourd'hui à 4,3c. la livre ou à 10 \$ le porc importé aux États-Unis est toujours en place. Si nous devons nous débarrasser de tous ces problèmes de droits compensateurs, pourquoi ne nous sommes-nous pas débarrassés de celui-là?

Il est clair que les mêmes lois sont en place et les mêmes procédures interminables. Le projet de loi composite sur le commerce extérieur, qui comprend de nombreuses mesures concernant l'agriculture, sera probablement adopté. L'accord de libre-échange ne changera rien à cela.

Les audiences que nous avons tenues dans le pays démontrent qu'aucun groupe ne sera plus touché que l'industrie viticole et vinicole. Environ 20 000 emplois seront complètement sacrifiés. Ils disparaîtront. Il y a des régions très fertiles au Canada, dans la péninsule du Niagara et dans la vallée de l'Okanagan, qui se prêtent à ce genre de culture mais elles seront sacrifiées dans l'accord. C'est l'une des choses les plus honteuses qui soit. Nous savons que c'était un accord personnel entre le premier ministre et le président. Le président a de riches amis en Californie et il a vu à ce que l'accord soit conclu. Il est peut-être fier de ce qu'il a fait pour eux mais les régions sacrifiées garderont un souvenir amer de cet accord.

L'accord supprimera aussi des droits saisonniers qui sont absolument essentiels à l'industrie des fruits et des légumes. La disposition introduite par le gouvernement et prévoyant le retour au traitement de la nation la plus favorisée est inefficace et forcera l'industrie à diminuer ou à rester petite. Elle ne pourra pas se développer. C'est incroyable qu'on ait cédé sur ce point.

Il est clair aussi que les pouvoirs et les prérogatives de la Commission canadienne du blé seront réduits par l'accord. La dualité des prix qui a rapporté 280 millions de dollars de bénéfices aux agriculteurs de l'Ouest et 30 millions de dollars environ aux agriculteurs de l'Ontario sera supprimée. Nous ne savons pas s'il y aura des mesures d'indemnisation. C'est une faiblesse de l'accord que le comité permanent a détectée. On n'a prévu aucune mesure de réadaptation ou d'indemnisation pour les groupes de producteurs qui seront touchés par l'accord.

L'une des plus graves inquiétudes de l'agriculture canadienne, surtout dans l'Ouest, porte sur le tarif du Nid-de-Corbeau. On a supprimé les 750 millions de dollars affectés à l'expédition de l'huile et de la farine de canola vers le nord-ouest du Pacifique. Le gouvernement a laissé entendre qu'il s'agit d'une subvention à l'exportation. Nous savons que les États-Unis se rendront aux négociations du GATT résolus à faire supprimer toutes les subventions à l'exportation, et le gouvernement a maintenant admis que c'en est une. De plus, le gouvernement s'est engagé dans l'accord à appuyer les États-Unis. Les deux pays iront donc aux négociations du GATT la main dans la main. Quelle chance le tarif du Nid-de-Corbeau

a-t-il de survivre à la prochaine série de négociations du GATT?

Le canola est l'un des produits agricoles les plus passionnants à avoir été mis au point au Canada. Il conquiert des marchés dans le nord-ouest de la région du Pacifique. Il est intéressant de voir que le gouvernement a abandonné une subvention au transport qui s'élèvera pour le secteur privé, si les producteurs doivent en faire les frais à compter du 1^{er} janvier 1989, à environ 23 \$ la tonne en Alberta et à plus de 30 \$ la tonne aux points d'expédition du Manitoba et de la Saskatchewan. Cette subvention prendra fin le 1^{er} janvier 1989, mais le taux de transport de l'huile de canola vers le nord-ouest de la région du Pacifique, qui se chiffre à plus de 30 \$ la tonne, sera supprimé graduellement en 10 ans. C'est une décision scandaleuse.

• (1250)

Le négociateur principal du Canada a déclaré que les États-Unis négociaient comme un pays du tiers monde, et qu'il les avait coincés. Sur cette disposition concernant le canola, je me demande si M. Reisman pense que les Canadiens ont réellement coïncé les négociateurs américains. Il est clair que non. Nous avons perdu énormément.

Si nous faisons disparaître la Commission canadienne du blé, et la tendance dans l'accord va dans ce sens car d'énormes pressions seront exercées sur la Commission dans un contexte de libre circulation transfrontalière des grains, les producteurs canadiens ne pourront quand même livrer leur production à la minoterie ou pour exportation que dans la limite de leur quota. Les producteurs américains pourront livrer en quantités illimitées au Canada, ce qui, à la longue créera des pressions pour la Commission canadienne du blé et sapera son autorité.

Le principal négociateur des Américains est, nous apprenons, M. Dan Amstutz, l'ancien directeur général de la société Cargill, la plus grande entreprise privée du monde. Il a assisté aux pourparlers en même temps qu'un dirigeant de la Cargill au Canada, que la société avait détaché au bureau du ministre de l'Agriculture (M. Wise). Les grandes entreprises céréalières privées des deux parties en cause ont-elles été invitées à négocier les questions agricoles? Le cas échéant, je parie que l'agriculteur canadien n'est pas sorti gagnant dans cet accord.

Examinons rapidement la question de la gestion des approvisionnements, des offices de commercialisation et de l'industrie de la volaille. De toute évidence, nous avons renoncé aux tarifs et augmenté les quotas du secteur de la volaille, de sorte que nos importations de poulet, de dinde et de volaille en général augmenteront considérablement, soit de quelque 20 p. 100 par rapport aux quotas précédents.

Pour ce qui est des oeufs, cet accord permettra d'exporter au Canada un supplément de six millions de douzaines d'oeufs. Qu'avons-nous obtenu en échange, monsieur le Président? Que je sache, rien du tout. Nous n'avons pas obtenu accès à de nouveaux marchés américains. Les producteurs canadiens en subiront des pressions énormes du fait de la suppression du tarif.

Nos producteurs laitiers ont déclaré qu'ils s'opposeraient à l'accord du fait que le gouvernement a refusé de faire inscrire les produits laitiers, comme la glace, le yaourt et le lait, sur la liste des importations contrôlées. Nous ne comprenons pas très